

## L'avenir de France Ô en débat

Une délégation de sénateurs de l'Outre-mer a plaidé la cause de France Ô devant deux membres de la commission de concertation sur la réforme de l'audiovisuel public, même si les jeux ont l'air déjà fait.

**C**atherine Smadja-Froguel, secrétaire générale de la commission de concertation sur la réforme de l'audiovisuel public, ne s'est pas présentée le 5 juillet dernier devant les sénateurs de la délégation Outre-mer. Seuls Frédéric Lénica, conseiller d'État et ancien directeur de cabinet de la ministre de la Culture et d'Olivier Schrameck au CSA, et la journaliste audiovisuelle et directrice générale d'Unifrance Isabelle Giordano, membre de cette commission, ont répondu aux questions des sénateurs qui s'inquiètent de l'avenir de France Ô, c'est-à-dire, selon Michel Magras qui préside la délégation Outre-mer du Sénat, « la visibilité de l'Outre-mer sur les ondes publiques et la mission de France Ô ».

La mission de la commission de concertation est de répondre à cette question : « Comment mettre au mieux en valeur les pro-

grammes et la vie des Outre-mer, et au-delà, la dimension ultramarine de la communauté nationale, dans l'offre du service public ? » Pour ce faire, la ministre de la Culture a nommé, outre les précédents déjà cités, des personnalités indépendantes comme Marc Tessier, l'ancien PDG de France Télévisions, et la productrice Claire Leproust. « Comment se fait-il qu'il n'y ait aucun Ultramarin, aucun connaisseur de l'audiovisuel et de l'Outre-mer », regrette Jean-Marc Crantor, un professionnel qui brigait le poste de coordinateur au pôle Outre-mer de France TV.

### L'AVIS DE MACRON

La ministre de la Culture Françoise Nyssen, a ouvert la voie, dans son projet de réforme, au basculement de l'antenne de France Ô sur le numérique. Plus récemment, le président de la République s'est clairement exprimé sur ce sujet devant les élus d'Outre-mer. Le 28



Frédéric Lénica, conseiller d'État et ancien directeur de cabinet de la ministre de la Culture et d'Olivier Schrameck au CSA, et la journaliste audiovisuelle et directrice générale d'Unifrance Isabelle Giordano, ont répondu aux questions des sénateurs de l'Outre-mer très inquiets quant à la survie de France Ô.

juin dernier, celui-ci posait ainsi la problématique à ses hôtes : « Si certains disent « moi je ne veux que France Ô, je veux moins d'antennes locales », etc., il faudra l'entendre et on changera. Mais le double est ridicule aujourd'hui, et donc il faut faire un choix. Est-ce qu'on veut des antennes locales avec plus de décrochages nationaux dans les grandes chaînes et pas dans une périphérie ? Dans ce cas-là, il faut dire « il faut qu'il y ait plus de décrochages ultramarins sur France 3 et sur France 2 ». C'est ça le vrai débat ! » En opposant le maintien des chaînes locales à celui de France Ô, le président a attisé les craintes de certains et conforté les convaincus, tel le sénateur LREM de Guadeloupe, Dominique Théophile qui refuse l'immobilisme. Frédéric Lénica a assuré que la concertation en cours avait pour but de recueillir « les informations de toutes les parties prenantes », y compris celles du collectif Sauvons France Ô. « La commission, a-t-il indiqué, présentera un document d'étape à la mi-juillet, à partir duquel le gouvernement

prendra des orientations. » Isabelle Giordano a déclaré que les auditions se poursuivraient à l'automne et ajouté : « La visibilité de l'Outre-mer en Métropole sera plus assurée demain qu'elle ne l'est aujourd'hui. » Isabelle Giordano dit avoir été alertée par des « dysfonctionnements au sein de France TV, des missions de service public non assurées... Elle a ainsi dénoncé la vision de « France Ô, chaîne alibi, chaîne ghetto ».

### FRANCE Ô SUR LES BOX ?

Le sénateur Théophile l'assure : « France Ô sera maintenu. La question, c'est dans quelles conditions. Il a aussi posé la question du maintien de la rédaction parisienne, de la nécessité d'avoir plus de programmes ultramarins sur France 2 et France 3 et surtout d'avoir un décret qui assure ce cahier des charges.

La bascule de France Ô sur le numérique a l'avantage de libérer un canal de la TNT, le 19, que vise France Info, tout près de celui des chaînes d'info en continue. « Est-

ce une nécessité absolue de libérer le canal de France Ô ? » demande le sénateur de Saint-Barthélemy Michel Magras, qui ajoute : « Et si on gardait les deux ? » Les sénateurs Victoire Jasmin (Guadeloupe) et Gilbert Roger (93) sont opposés à la disparition de France Ô. Même chose à l'Assemblée nationale avec Olivier Serva, président de la délégation Outre-mer qui veut absolument garder France Ô sur la TNT...

Mais si on entend bien les membres de la commission, les jeux semblent déjà faits. Isabelle Giordano semble l'avouer quand elle dit : « Notre mission de concertation doit redonner ce qui fait l'essence du service public et pas une logique de niche... »

Aujourd'hui, France Ô diffuse 40% de séries et de films – « qui ne nous concernent pas toujours », convient son directeur Wallès Kotra – 17 % d'infos, 17 % de documentaires, 10% de magazines. « La grille de septembre, annonce-t-il, va renforcer notre empreinte Outre-mer. »

F.-X. G., à Paris

## La plaidoirie du patron du pôle Outre-mer de France TV

« Enracinement et lisibilité sont les deux pôles de notre mission. France Ô permet de témoigner de ce que nous sommes. »

Certes, les audiences ne plaident pas en faveur du maintien de la chaîne sur la TNT puisqu'elles oscillent entre 0,6 et 0,8 %, mais, précise Wallès Kotra, le directeur de France Ô, « notre budget est modeste, notre équipe, petite... » Et il rappelle que la journée consacrée à Saint-Pierre et Miquelon (6 000 habitants) a réuni 200 000 personnes. « C'est peu d'audience, mais c'est énorme pour ce territoire ! »

En fait, la chaîne assure selon lui une mission essentielle : « La visibilité de l'Outre-mer ! Peut-il y avoir une citoyenneté sans visibilité ? » Et Wallès Kotra ajoute : « France Ô, c'est l'originalité française pour un pays que le président a appelé l'archipel de France. » Enfin, le seul cadre kanak de France TV abat sa carte maîtresse : « Personne ne remet en cause France Culture à côté de France Inter. France Ô est un aiguillon. Certes, nous ne faisons pas 12 ou 15 % d'audience, mais c'est France Ô qui fabrique la présence de l'Outre-mer sur les ondes publiques. »

